



RAPPORT

Table ronde des acteurs locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel

Ouagadougou, Burkina Faso
2 au 4 juin 2021



RAPPORT

Table ronde des acteurs locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel

Ouagadougou, Burkina Faso
2 au 4 juin 2021





L'Autorité du développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG)

L'Autorité du développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG) est une organisation interétatique créée le 3 décembre 1970 par le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Son traité révisé du 24 janvier 2017 assigne à l'ALG les missions ci-après : d'une part de contribuer au développement des économies des Etats membres par la mise en valeur concertée de leurs ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agricoles, pastorales et piscicoles et la construction en commun d'infrastructures de développement ; d'autre part, d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie appropriée qui réponde aux défis sécuritaires dans les Etats membres.

REPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité-Travail-Progress



Haute Autorité à la
Consolidation de la Paix

La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)

La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) est une institution de mission, rattachée à la Présidence de la République du Niger. Elle est dirigée par un Président qui a rang de Ministre et qui est membre du Conseil National de Sécurité. La HACP participe à la réflexion stratégique sur les questions de défense, de sécurité et de stabilité. Sa mission principale est de contribuer à stabiliser les zones de conflit par la prévention, la mitigation de la violence, la gestion des crises et la reconstruction post conflit.



Le Geneva Water Hub

Centre d'excellence spécialisé en hydropolitique et en hydrodiplomatie, le Geneva Water Hub a pour objectif de mieux comprendre et contribuer à la prévention des tensions liées à l'eau en considérant les conflits d'usage entre secteurs publics et privés, entre entités politiques et entre États. Il s'engage en tant que Secrétariat du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix à promouvoir et à contribuer à la réalisation des recommandations de son rapport intitulé « Une Question de Survie ». Le Geneva Water Hub développe un agenda hydropolitique visant à mieux gérer les conflits liés à l'eau et promouvoir l'eau comme instrument de paix avec le soutien de la Coopération suisse au développement (DDC) et de l'Université de Genève.



Eau Vive Internationale

Eau Vive Internationale regroupe les associations Eau Vive du Burkina Faso, de France, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Elle est active dans une dizaine de pays d'Afrique de l'ouest dans les domaines ci-après : développement local, accès à l'eau & assainissement, gestion intégrée des ressources en eau, accès à l'éducation de base, sécurité alimentaire, protection de l'environnement et sécurité sanitaire, emplois des jeunes et des artisans, revenus des femmes et des personnes vulnérables, formation, etc.). Eau Vive Internationale capitalise une grande expérience dans la mise en œuvre de projets et programmes de développement. Elle dispose d'une grande capacité d'organisation et de déploiement d'équipes locales dans la région sahélienne d'Afrique de l'Ouest afin de répondre aux besoins de chaque mission, mandat, partenaire technique et financier incluant les gouvernements des pays d'intervention.



L'Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité (OCGS)

L'Observatoire est une association basée au Mali qui contribue à la promotion de la bonne gouvernance et au renforcement de la sécurité humaine au Sahel. Fonctionnant comme un dispositif régional de coordination des connaissances, de suivi et de plaidoyer en matière de gouvernance et de sécurité humaine, il fournit aux acteurs locaux, nationaux et internationaux des recherches-actions approfondies, des analyses des changements dans les tendances et les dynamiques. Il travaille en outre sur le renforcement des capacités à travers la formation et l'accompagnement, la facilitation du dialogue entre les parties prenantes concernées. L'Observatoire s'engage en particulier dans les cadres de réforme du secteur de la sécurité (SSR).

Le Geneva Water Hub reçoit le soutien de :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Clause de non-responsabilité

Les personnes ayant pris part à cette table ronde sont intervenues à titre personnel. Le contenu de ce rapport ne reflète ainsi pas nécessairement les opinions et politiques des organisations ou des Etats auxquels ces personnes sont affiliées ou ont été affiliées par le passé, ainsi que celles des organisateurs de cet événement. Les opinions exprimées dans ce document n'impliquent aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, municipalités ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le contenu de ce document n'engage pas la responsabilité des institutions qui soutiennent le Geneva Water Hub.

Illustrations Zoetaba 2021 © Tous droits réservés. Publié en septembre 2021.

Résumé

La région du Sahel traverse une crise sécuritaire sans précédent qui dure depuis une décennie et poursuit son extension à travers l'Afrique de l'Ouest. La déstabilisation des États de la région est dans une large mesure provoquée par le manque de services de base, l'insuffisance de perspectives pour les jeunes et par une explosion de conflits locaux autour de la gestion des ressources. Une situation qu'instrumentalisent des groupes armés non-étatiques dans leur guerre contre les États. Les populations de la région du Liptako-Gourma, partagée entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, sont particulièrement touchées par les violences armées des belligérants et par la forte hausse des besoins humanitaires. L'accès à l'eau, en tant que ressource vitale pour les besoins de base, et comme clé d'accès aux ressources naturelles exploitables par les populations, est un enjeu majeur pour mener une diplomatie en faveur de la paix et de la cohésion sociale entre les communautés. Une telle approche requiert d'inclure les acteurs locaux dans la définition des problématiques et des réponses à la crise, à travers des pistes de solutions durables pour lesquelles ils sont en position de jouer un rôle majeur. C'est l'objectif poursuivi par cette table ronde des acteurs locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel, qui s'est tenue à Ouagadougou du 2 au 4 juin 2021. Les représentants locaux, qui y ont contribué, ont appelé à un sursaut moral et citoyen et à une meilleure prise en compte des enjeux vitaux liés à l'eau dans les stratégies de réponse à la crise. Pour garantir leur pertinence, ces

réponses doivent reposer en premier lieu sur les savoir-faire locaux et s'appuyer sur les ressources et mécanismes locaux qui ont fait leur preuve en développant des plans de sortie de crise proposés par des communautés. A cette fin, il est essentiel d'aligner les priorités militaires sur la protection des populations, et en particulier les acteurs des cadres de concertation locaux. La cohésion sociale, le soutien aux femmes déplacées et la recherche de complémentarités socio-économiques, comprenant les espaces transfrontaliers, doivent être transversaux dans toute action à entreprendre en restant à l'écoute de l'évolution des besoins des populations et en les accompagnant par des initiatives adaptées. Ceci requiert de revoir et d'assouplir les mécanismes institutionnels et financiers engagés au Sahel pour garantir leur adéquation aux réalités tragiques et souvent changeantes que vivent les populations locales sur le terrain. Le développement des nouveaux modèles de gestion de l'eau et de concertation de ses multiples usages, basé à la fois sur les savoirs locaux et des outils scientifiques et technologiques récents, permettront d'améliorer la situation socio-économique et la cohésion sociale au niveau local et d'œuvrer à rétablir la paix au niveau régional. Les réflexions des acteurs locaux ont été présentées, lors de la table ronde, à des partenaires techniques financiers engagés en appui à la région à travers plusieurs initiatives, afin de discuter de leur prise en compte dans les stratégies d'intervention.

Executive Summary

The Sahel region is experiencing an unprecedented decade-long security crisis that continues to spread across West Africa. The destabilisation of the region's states is, to a large extent, caused by the lack of basic services, insufficient prospects for young people and an explosion of local conflicts over resource management. This situation is exploited by non-state armed groups in their war against the states. The populations of the Liptako-Gourma region, shared by Burkina Faso, Mali and Niger, are particularly affected by the armed violence of the belligerents and by the sharp increase in humanitarian needs. Access to water as a vital resource for basic needs and as a key to accessing natural resources that can be exploited by the populations is a major issue for carrying out a diplomacy in favour of peace and social cohesion between communities. Such an approach requires the inclusion of local actors in the definition of the problems and responses to the crisis through sustainable solutions for which they may play a key role. This is the objective of the round table of local actors on water as a vector for peace in the Sahel, which was held in Ouagadougou from 2 to 4 June 2021. The local representatives, who contributed to the round table, called for a moral and civic awakening and for better consideration of vital water-related issues in the strategies for responding to the crisis. To ensure their relevance, these responses must rely primarily on local expertise and build on local resources and mechanisms

that have proven successful in developing community-based crisis recovery plans. To this end, it is essential to align military priorities with the protection of the population, and in particular the actors of the local consultation frameworks. Social cohesion, support for displaced women and the search for socio-economic complementarities, including cross-border areas, must be cross-cutting in any action to be undertaken by listening to the changing needs of the population and accompanying them with appropriate initiatives. This requires the institutional and financial mechanisms used in the Sahel to be reviewed and made more flexible in order to ensure that they are appropriate to the tragic and often changing realities experienced by local populations on the ground. The development of new models of water management and concertation of its multiple uses, based on both local knowledge and recent scientific and technological tools, will make it possible to improve the socio-economic situation and social cohesion at the local level and work towards restoring peace at the regional level. The reflections of the local actors were presented during the round table to technical and financial partners involved in supporting the region through several initiatives in order to discuss how to take them into account in the intervention strategies.

Table des matières

Introduction 10

1. Constats généraux des problématiques touchant les populations locales..... 13

 Crise de la sécurité physique 13

 Crise de la sécurité socio-économique 14

 Réponses à donner à la crise 16

2. Constats sur le rôle stratégique de l’eau au sein des communautés 19

3. Les capacités de résilience des systèmes locaux de gestion des services : une expertise et des modèles à valoriser 21

4. Vers une approche des réponses à la crise basée sur les acteurs locaux 26

 Le Développement de modèles de coopération décentralisée transfrontalière mené par l’Autorité du Liptako-Gourma 29

 Les Pratiques de stabilisation de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger 30

5. La vision des acteurs locaux : Agir en faveur de l’eau comme vecteur de paix au Sahel 33

Introduction

L'eau est un thème majeur de la construction de la paix et du développement durable. Elle a le potentiel tant d'exacerber les conflits que de promouvoir des formes de coopération entre les acteurs pour s'accorder sur sa gestion. L'eau doit ainsi être reconnue dans sa dimension politique en proposant des nouvelles formes de dialogue et cadre de concertation à la mesure des enjeux que sa gestion soulève. Ce dialogue requiert de prendre en considération l'eau non seulement comme un bien nécessaire aux usages domestiques mais également comme une clé d'accès aux ressources naturelles (agriculture, pastoralisme, pêche, sylviculture, hydroélectricité, ressources minières) et un intrant à la production de biens manufacturés, à plus forte raison dans les pays faisant face à un stress hydrique.

Dans le contexte du Sahel, la dimension stratégique et vitale de l'eau semble sous-estimée alors même que l'accès à l'eau et sa gestion inclusive et durable constitue un facteur de stabilité et apparaît comme une condition *sine qua non* pour la survie des populations, le développement de leurs activités économiques et leur résilience aux problématiques posées par le changement climatique. Par ailleurs, la déstabilisation des États de la région est dans une large mesure provoquée par une explosion de conflits locaux qu'exploitent et attisent à leur avantage des groupes armés non-étatiques qu'ils soient pro-gouvernementaux ou opposés à l'État. Les communautés locales sont prises en étau et sont les premières victimes des dommages collatéraux et des exactions délibérées des belligérants. D'un autre point de vue, elles sont également des acteurs qui vivent ces problématiques de terrain, en ont développé une compréhension fine et qui sont parvenus, en usant d'ingéniosité et de diplomatie, à adapter l'organisation de leur vie sociale dans un contexte de violence armée. En cela, les communautés locales sont des acteurs de premier plan pour penser les solutions pratiques et sont porteuses de visions sur les réponses qu'il faudrait apporter à la crise frappant le Sahel.

La Région du Liptako-Gourma, située entre les trois territoires nationaux du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger, constitue un épice de la crise du Sahel caractérisé par une forte augmentation de violences armées ces trois dernières années ayant provoqué une forte hausse des besoins humanitaires, soit 13,4 millions le nombre de personnes nécessitant une assistance et une protection vitale, ce qui représente environ 20% de la population de cette région¹. La région du Liptako-Gourma est comprise au niveau administratif comme la zone d'intervention du mandat de l'Autorité de développement

¹ Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Le Sahel central : Aperçu des besoins et des fonds requis révisés, Octobre 2020

intégrée du Liptako-Gourma qui s'étend sur 370 000 km², soit 19 % de la superficie totale des trois pays membres. Le travail de cette institution s'inscrit dans trois axes majeurs : la réduction de la pauvreté, le développement durable et le renforcement de la sécurité. Par ailleurs, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger intervient pour garantir la stabilité nationale et la cohésion communautaire sur le territoire nigérien en portant une attention particulière aux zones frontières et aux dynamiques socio-économiques des communautés locales qui y vivent.



La zone dite « des Trois Frontières », correspondant plus spécifiquement aux régions limitrophes entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, concentre le plus grand nombre de violence armées liées à la crise sécuritaire.

Dans le but de porter des visions locales sur l'interprétation de la crise et ses voies de résolutions, une table ronde des acteurs locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel a été organisée à Ouagadougou du 2 au 4 juin 2021, portée par l'Autorité du développement intégré du Liptako-Gourma et la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger, avec l'appui stratégique du Geneva Water Hub, de l'ONG Eau Vive Internationale et de l'Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité. Cette rencontre a réuni 25 représentants des communautés de la zone des Trois Frontières sises dans la région du Liptako-Gourma, venus de diverses localités du Burkina Faso, du Mali que du Niger.

Les participants exerçaient des fonctions d'élus locaux, d'autorité coutumière et/ou de responsables d'associations socio-professionnelles. Ensemble, ils ont travaillé sur l'objectif de promouvoir une compréhension partagée des problématiques liées à l'eau, de reconnaître et de valoriser l'eau comme vecteur de paix à travers des pistes de solutions durables portées par des acteurs locaux. Ils sont par ailleurs entrés en discussion avec un ensemble de partenaires techniques et financiers invités à la table ronde, afin de faire entendre leur point de vue et de réfléchir collectivement à la manière de collaborer dans l'adaptation des pratiques d'intervention aux réalités du terrain.

Le présent document rapporte les idées qui ont été échangées lors de la rencontre. L'artiste Zoetaba illustre ces propos avec des dessins qui ont été produits pendant la table ronde, et qui ont servi à appuyer la synthèse de réflexion, à débattre et à valider les messages clé que les participants entendaient passer. Ce document ne mentionne aucun des acteurs locaux ayant pris part à cette rencontre réalisée en garantissant la confidentialité des participants.

Cette table ronde marque une première étape de réflexion collective sur l'hydropolitique des ressources d'eau de la région et sur la manière de soutenir des nouvelles formes de diplomatie autour de l'eau.

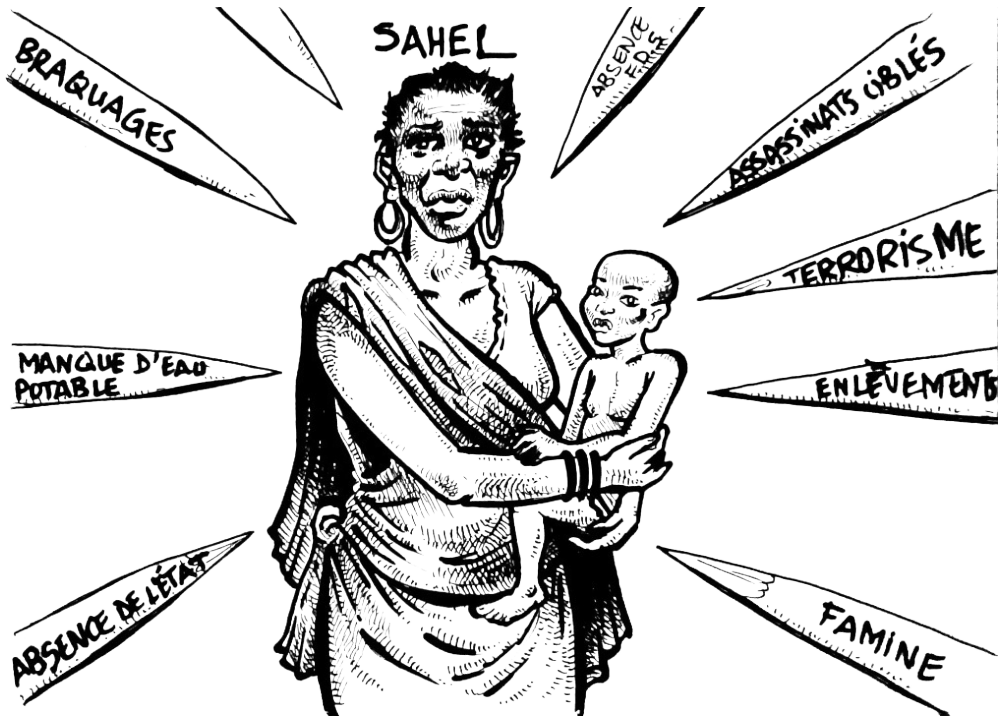
1. Constats généraux des problématiques touchant les populations locales

La réflexion collective menée par les participants de la table ronde a débuté par un échange sur les constats des conséquences de la crise sur les populations locales. Malgré la diversité des lieux représentés lors de cette rencontre, ces constats sont marqués par une forte convergence des problématiques dans un contexte de retrait des divers représentants de l'État. On distingue deux facettes de cette crise : d'une part, une crise de la sécurité de l'intégrité physique des personnes et des biens, d'autre part une crise socio-économique qui déchire le tissu sociétal sur lequel repose les complémentarités des populations au Sahel.

Crise de la sécurité physique

Dans un contexte de violence généralisée marqué par l'insurrection armée en 2012 au Mali et une augmentation croissante des attaques et des exactions contre les civils dans les trois pays dès 2015, les participants font état du franchissement d'un nouveau seuil d'insécurité. De nombreuses personnes débutent chaque journée en se demandant si elles rentreront saines et sauves le soir. Certaines « prient » pour mourir d'une maladie plutôt que de mort violente. Les autorités coutumières, figurant parmi les cibles prioritaires des groupes armés, ont été forcées à l'exil. Ainsi, jusqu'à 75% de la chefferie traditionnelle a dû quitter leur localité dans la région de Tillabéry. Les violences contre les populations comprennent des assassinats ciblés, des enlèvements de personnes, l'enrôlement forcé de jeunes dans les groupes armés, des vols de biens, des extorsions des populations par prélèvement de biens ou par l'imposition des taxes illicites. Des braquages s'opèrent sur les routes, dans les foires et dans les villages. Cette insécurité impacte l'accès des populations aux points d'eau, souvent abandonnés, et aux ressources naturelles dont elles dépendent pour leurs modes de vie. Elle a engendré un déplacement massif des populations, le Burkina Faso comptant désormais plus d'un million de déplacés, ce qui place une pression accrue sur les ressources d'eau et sur les réserves de subsistance des communautés qui accueillent les personnes déplacées (25% des personnes déplacées sont des femmes et 60% des enfants). La violence contre les femmes a pris des proportions jusqu'ici inégalées, ce qui les expose à des risques à chacune de leur sortie.² Des enlèvements et mariages forcés ont été rapportés dans beaucoup de localités. La dignité des femmes est par ailleurs mise à mal dans les régions d'accueil où elles n'ont pas la possibilité d'exercer une activité génératrice de revenus.

² Il a ainsi été impossible d'assurer une représentativité des femmes lors de cette table ronde, de nombreuses personnes ayant dû renoncer à se déplacer à Ouagadougou en raison des risques encourus.



Crise de la sécurité socio-économique

Le pendant de cette crise de la sécurité physique est le ralentissement généralisé des activités socio-économiques provoqué à la fois par les actions de groupes armés, rapportées ci-dessus, et par les stratégies sécuritaires des États mises en œuvre en réponse à la crise. La fermeture des frontières, les restrictions ou interdictions de moyens de mobilité ainsi que l'incapacité à maintenir des services sociaux de base ont en particulier impacté les conditions de vie des populations demeurant dans les zones de fragilité ; certaines ne parvenant plus à assurer à leurs besoins fondamentaux. Les défis humanitaires portent sur la réponse à ces besoins dans les zones de fragilité et sur les besoins des populations déplacées en matière d'eau potable, de vivres, de logements, de santé, d'éducation de formation et d'insertion professionnelle. Dans ce contexte, il est reconnu par les représentants de communautés que le défi de l'accès à l'eau conditionne toute possibilité d'activités socio-économiques.

Une conséquence principale, ainsi qu'un marqueur de l'effritement du tissu social au Sahel est une méfiance diffuse entre les groupes sociaux donnant lieu à des formes sévères de stigmatisation. Le dessin ci-dessous réalisé lors de cette table ronde a donné lieu à une controverse parmi les participants qui illustre bien la problématique identitaire.



Pour une partie des participants, cette représentation des relations est erronée car le turban est un signe distinctif d'appartenance sociale au Sahel – à travers sa couleur, ses motifs, son style d'attache – qui rend possible l'identification mutuelle des groupes. En faire un objet de méfiance contrevient aux valeurs et au fonctionnement des relations. Pour une autre partie des participants, ce dessin rapporte justement le fond de la problématique des relations : des acteurs étrangers sont parvenus à s'immiscer dans la vie des gens en adoptant les codes vestimentaires et une partie de leurs coutumes tout en leur imposant un agenda politique facilité par le retrait territorial de l'État. Ceci rejoint le constat d'analyses sécuritaires au Sahel qui relève la réussite de la stratégie d'endogénéisation réalisée par les leaders des groupes armés non-étatiques. Cette méfiance diffuse provoque le délitement du tissu social et inhibe le dialogue en faveur de solutions de réconciliation.

Réponses à donner à la crise

La réflexion collective a alors porté sur les réponses à donner à ces défis par un questionnaire formulé en ces termes : Comment rétablir la sécurité ? Comment restaurer la confiance entre les communautés et envers l'État ? Comment réhabiliter et reconstruire ce qui a été détruit ? Comment accueillir les déplacés et assurer leur retour ? Quelles approches adopter pour réduire les tensions autour de l'eau, du foncier et des ressources naturelles ? Comment mieux intégrer les positions des populations locales, et en particulier des femmes, dans les réponses à la crise ?

Parmi les acteurs contribuant à l'insécurité, les participants font la distinction entre le banditisme et les groupes armés non-étatiques. Il est reconnu que le défi principal porte sur la gestion des groupes armés face au constat d'échec des opérations militaires menées par les États et leurs partenaires, soit à travers leurs forces armées, soit via des alliances avec des groupes d'auto-défense communautaires, qui sont également à l'origine d'un nombre important d'exactions contre les populations. Les participants dressent également un constat d'échec de prévention des conflits locaux liés à la gestion de ressources et de leur résolution par les autorités judiciaires : ces conflits sont instrumentalisés par des groupes armés pour leur compte. Les approches sécuritaires adoptées par les États sont jugées comme problématiques : elles ont entraîné une forte militarisation de la zone sans action efficace visant la protection des populations. Dans ce contexte, les participants s'interrogent sur une politique de négociation avec les groupes armés dits « djihadistes », peu soutenue par les États jusqu'ici. Cette négociation n'exclurait pas la poursuite d'opérations militaires et nécessite, en plus d'impliquer le niveau hiérarchique supérieur des groupes armés, un dialogue avec différents niveaux de ces structures. Il a ainsi été rapporté quelques succès impliquant des acteurs locaux dans le dialogue avec des groupes armés qui a permis la réintégration au moyen d'un recrutement à l'école de police de 47 anciens membres d'un groupe armé dont un chef de guerre dans la région de Tillabéry. Dans son rapport aux populations, cette réflexion appelle à dépasser la doctrine de « gagner les cœurs et les esprits des populations » appliquée de manière classique dans les guerres asymétriques dans un contexte où toute exaction d'acteurs de l'État contre les civils a des effets néfastes. De même, la politique de suspicion portée par les forces armées envers tout déplacement dans les zones militarisées est un frein à cette doctrine pour une partie importante des populations dont le mode de vie dépend de la mobilité, renforçant spécifiquement la stigmatisation et la précarisation de communautés transhumantes qui pourraient être exploitées par des groupes armés pour renforcer leurs effectifs.

Au-delà des interventions axées sur la stabilisation, la sécurité physique, l'accès à la justice et à la revitalisation des économies locales, les zones à forte fragilité posent la question fondamentale de la manière de réaliser le développement dans un contexte de guerre.

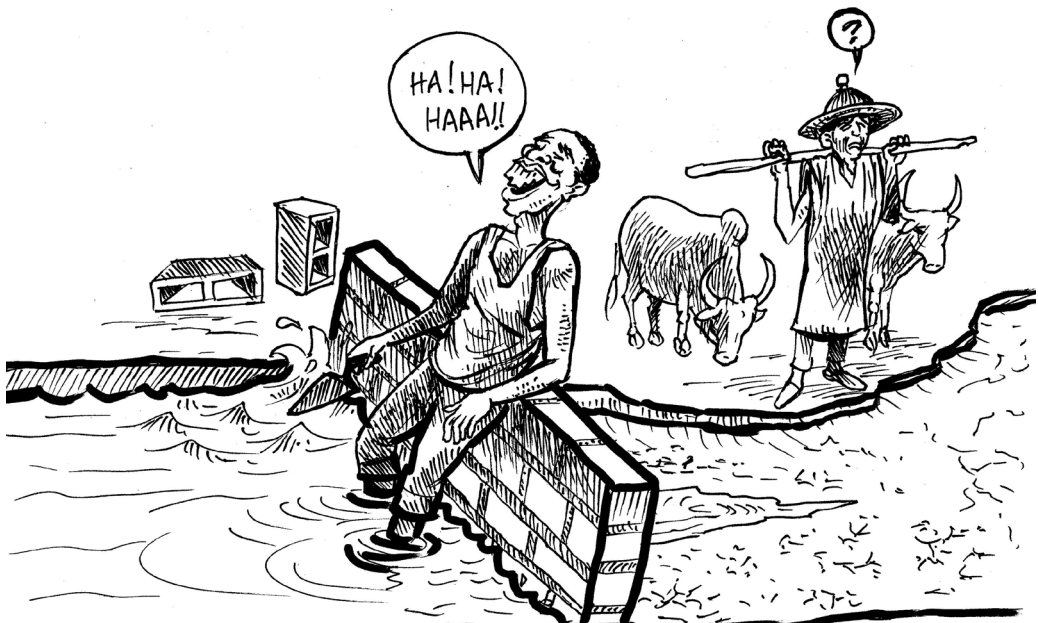
Ces zones périphériques de fragilité requièrent le développement d'une approche particulière adaptée aux réalités des acteurs sur place, plaçant l'enjeu de la protection des populations et de leur cohésion sociale à travers des complémentarités socio-économiques au centre du dispositif de réponse.

Face à la spirale de violences et au délitement du tissu social, les participants ont également fait état d'un socle de valeurs morales qui constitue le fondement identitaire de leurs sociétés. Ces valeurs fondamentales sont mobilisées pour faire face à l'adversité. Leur promotion doit être renforcée dans le but d'organiser une résistance morale. Ces valeurs s'incarnent dans la foi, l'éducation de base, les formes de tolérance liées à la parenté à plaisanterie, l'existence d'accords ancestraux liant les communautés, le maintien des cadres de concertation entre chefferie coutumière. Certaines autorités coutumières, telles que les maîtres de la parole, ont conservé un rôle effectif et un poids moral au sein des populations. Le dialogue régional entre les chefferies a pu être préservé à travers la zone des Trois Frontières.

Ces valeurs morales, décrites par certaines autorités coutumières ayant contribué à la table ronde, sont à la base de la solidarité familiale et communautaire manifestée avec humanisme par l'accueil des exilés dans la région. **Cette solidarité traditionnelle est perçue comme un rempart nécessaire au développement de conflits, entre confessions, engendré dans le contexte de crise au Sahel.** Il a, par ailleurs, été souligné la nécessité d'investir dans la recherche et le dialogue sur des poches de résistance sociale à l'œuvre dans certains contextes. Le système traditionnel de gestion de conflits locaux a montré des preuves dans certaines régions du Niger alors qu'il est davantage mis à mal au Mali. Cette recherche permettra de contrer une représentation monolithique des réalités sociales au Sahel et d'appuyer la définition de réponses adaptées à la crise. Il a également été exprimé que toute résistance morale doit nécessairement passer par l'introspection et par l'examen des problèmes communautaires sur lesquels s'appuient des acteurs externes pour déstabiliser les sociétés du Sahel. Cet examen doit mobiliser l'ensemble des acteurs communautaires, les femmes ayant un rôle important à jouer à cet égard et ont, de fait, joué historiquement un rôle important dans la résolution des conflits qui ont marqué la région avant cette crise. Ceci implique également que tout discours politique qui vise à définir et réifier un ennemi parmi

un groupe social appartenant au tissu social du Sahel en lui faisant porter les responsabilités de la crise, est considéré par certains comme nuisible à cette résistance morale.

Il a par ailleurs été clairement exprimé le rôle central de l'eau dans l'histoire des communautés, dans les relations qu'elles nouent entre elles, au sein des valeurs éthiques et spirituelles conférées à cette ressource et à son partage. **Les complémentarités socio-économiques qui ont constitué le tissu social au Sahel sont conditionnées par la manière dont l'eau est gérée et distribuée.** Dans cette période marquée par la violence et les troubles politiques, beaucoup s'interrogent : A quelles valeurs les populations acceptent-elles de se soumettre ? Vers quel nouvel ordre social tendent les sociétés du Sahel ? **Il est à cet égard affirmé qu'aucun nouvel ordre politique ne devra s'établir en dehors de spécificités culturelles des communautés et que la stabilité des États dépendra des nouveaux équilibres socio-économiques locaux qui ne pourront être trouvés sans nourrir une réflexion collective sur la gestion de l'eau aux niveaux local et national.**



2. Constats sur le rôle stratégique de l'eau au sein des communautés

Les problématiques liées à l'eau ont été abordées dans un sens large. Les enjeux de sa gestion comprennent tant les services d'eau potable et d'assainissement que toute utilisation de la ressource servant d'intrant aux modes de productions des communautés à travers l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture, etc. Il existe une diversité des formes d'approvisionnement en eau pour les populations rurales dans la région qui exploitent, suivant leur localisation et leur moyen, les cours d'eau, les mares, les oueds, les nappes superficielles ou les eaux souterraines. L'échange est toutefois resté à un niveau général sur les problématiques touchant à la gestion de l'eau qui se déclinent autour de trois enjeux : 1) développer l'accès équitable à la ressource, 2) préserver la qualité de la ressource et garantir une eau potable, 3) gérer de manière efficiente la ressource en l'utilisant judicieusement et en évitant les pertes. Il a, par ailleurs, été reconnu que toute attaque militaire sur des infrastructures hydrauliques est immorale³ et prohibée par les principes de droit international.⁴

Les participants convergent sur les problématiques de fond qui concernent ces aspects avec en premier lieu un problème structurel d'insuffisance d'infrastructures permettant de valoriser la ressource afin de renforcer les économies locales et ainsi réduire l'attractivité économique de l'enrôlement dans des groupes armés. En vue de développer ces infrastructures, les participants ont identifié des problèmes liés au manque de connaissances hydrogéologiques locales alors que certaines régions connaissent un déficit croissant de pluviométrie, au manque de leviers pour actionner des fonds au niveau local, au manque de main d'œuvre qualifiée et au manque de formation pour les acteurs locaux. Il a également été reconnu par tous, la nécessité de disposer de cadres de concertations robustes afin de réduire les tensions liées à l'eau et gérer les conflits qui en découlent. Cet élément est jugé fondamental dans un contexte de stress hydrique où l'accès à la ressource conditionne la faisabilité même de toutes activités socio-économiques en donnant alors une valeur au foncier et à ses ressources écosystémiques. A cet égard, il a été relevé des problématiques de manque de consultation de ces cadres de concertation de la part de certains partenaires techniques et financiers réalisant des ouvrages mettant à mal la réalisation de plans locaux de développement et la cohésion sociale. Au niveau de la préservation de la ressource en eau, de nombreux participants s'inquiètent de l'ensablement et la pollution des cours d'eau.

³ Lors de la table ronde, les hautes autorités coutumières se sont exprimées sur ce point en tant que gardiennes de valeurs fondamentales des sociétés sahéniennes

⁴ Voir Geneva Water Hub, « La liste de Genève des principes relatifs à la protection des infrastructures hydrauliques », Genève, juin 2020.

Enfin, malgré des environnements ayant permis la mise en place de structures de gestion des points d'eau, plusieurs participants ont fait état d'échec du fonctionnement de ces structures.

Face à ces constats, il est d'avis commun que **les échecs de certaines politiques de développement, tout en étant une conséquence indépendante des impacts de la crise au Sahel, ont pesé de manière significative dans les causes profondes de la déstabilisation des États et des sociétés locales.** En outre, la crise au Sahel est venue ajouter des problèmes supplémentaires relatifs à la militarisation de ces zones entravant ainsi l'accès à des ouvrages hydrauliques stratégiques pour les populations – tels que le forage Christine qui joue un rôle pivot dans les trajectoires de la transhumance au nord du Burkina Faso, à l'insécurité de certaines pistes d'accès ayant provoqué l'abandon d'infrastructures, à des attaques d'infrastructures liés à l'eau ou à leurs gestionnaires de service, à l'interruption de certains systèmes de gestion communautaire fonctionnels.



3. Les capacités de résilience des systèmes locaux de gestion des services : une expertise et des modèles à valoriser

La réflexion collective s'est alors concentrée sur les capacités de résilience des systèmes locaux de gouvernance en tant de crise, les réponses stratégiques à apporter étant radicalement différentes si des réussites ou des échecs de système de gouvernance sont liés aux conflits armés ou non. Un certain nombre de cas d'étude ont été présentés par les acteurs locaux sur la manière dont les communautés se sont organisées pour assurer la continuité des services en temps de crise. Ces capacités sont une donnée fondamentale car certaines interventions visant des créations de nouvelles infrastructures sont conditionnées par la gestion efficace d'infrastructures existantes, du fait également que des acteurs humanitaires peuvent être limités dans leur accès à certaines zones en raison du manque de garantie du respect de la sécurité du personnel humanitaire qui s'organisent alors avec des acteurs locaux comme relais sur le terrain.

Ainsi, dans un contexte de retrait précipité des agents de l'État lors du début de la crise au Mali en 2012, les habitants de la ville de Gao sont parvenus à instaurer un système palliatif qui a géré pendant 13 mois les services d'eau, d'énergie, de santé et d'éducation à travers des autorités intérimaires. Des résidents de la ville ont établi un dialogue avec les groupes armés du MNLA et du MUJAO pour faire reconnaître leur rôle et établir les obligations de collaboration de l'occupant pour le soutien et la protection des services, tandis que les habitants de la ville organiseraient ceux-ci. Un cadre de concertation *ad hoc* a alors été établi assurant une chaîne de dialogue entre les ménages, les quartiers et les autorités intérimaires de la ville. Ce cadre est parvenu à exercer les fonctions de l'administration centrale en levant les fonds nécessaires aux opérations de fonctionnement des services sociaux essentiels (santé, eau, électricité, etc.); en l'absence des services du Ministère de l'éducation nationale, ce cadre *ad hoc* a même pu organiser des examens nationaux du Diplôme d'Études Fondamentales en organisant le transport de milliers de candidats vers Mopti. Au retour de l'État dans la ville, la reprise du dialogue a été minée par des accusations de complicité avec l'occupant et la non reconnaissance du programme scolaire réalisé en l'absence d'agents de l'État. Ces problématiques illustrent les difficultés de rétablissement du lien de confiance avec l'Etat central. Puis, avec l'aggravation de la situation au Centre Mali et l'implantation de bases militaires nationales et alliées à Gao, la ville connaît ces dernières années un fort niveau d'insécurité.

Dans la région de Tombouctou, le Lac Faguibine fait face à une situation d'épuisement des ressources alors que le lac couvrait une étendue de 85 mille hectares il y a plus de 40 ans et permettait de faire vivre toute la région et de maintenir un haut niveau de cohésion sociale entre les communautés. Le lac est relié à un réseau d'eau de surface que l'on dénomme système Faguibine, qui comprend 15'000 hectares de terres inondées. Les 20 communes se sont organisées pour répondre à cette problématique. L'État est intervenu par la création de l'Office pour la Mise en valeur du système Faguibine. Toutefois, celui-ci n'a pas permis d'établir des réponses effectives aux problèmes des communautés. Il y a lieu de tenir une réflexion sur l'hydropolitique du système Faguibine, dialoguer sur la répartition de la ressource entre les usages, entre l'urbain et le rural afin de prévenir une situation qui va en s'empirant. Avec la crise sécuritaire, la région est frappée par un fort niveau de banditisme généré par le désœuvrement des jeunes de la région. Un cadre de concertation a été créé avec le Conseil Régional de Tombouctou et les groupes armés présents pour sensibiliser les jeunes et prévenir le banditisme.

La commune de Tessit est également frappée par l'insécurité et un taux de banditisme élevé. Le chef-lieu accueille un grand nombre de déplacés. Personne ne s'éloigne de 20 km de la position des forces armées maliennes, à part quelques grands propriétaires terriens qui ont su trouver une nouvelle maîtrise du territoire. Les populations tentent de trouver des solutions pour enrayer l'enrôlement des jeunes et le banditisme. Un obstacle à celles-ci est l'enjeu du dialogue avec les groupes armés terroristes qui a été soulevé lors d'ateliers de médiation dans la région. Le Niger est le seul État qui a entrepris des actions sur cette question.

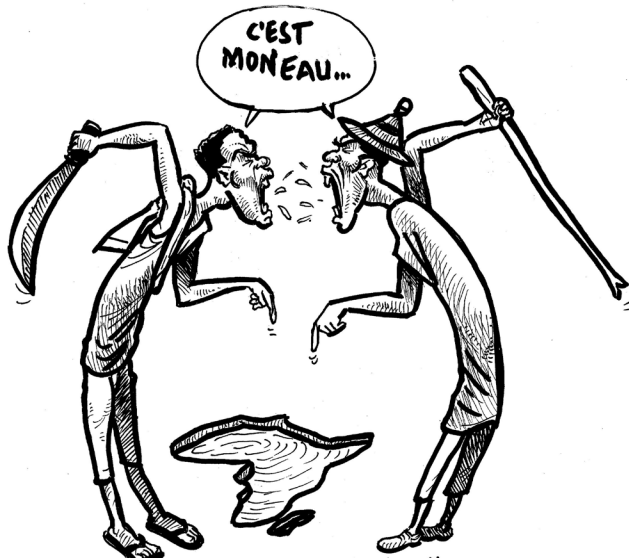


Dans le cercle de Douentza, l'État a également subi une perte du contrôle de territoire. De ce fait, les élections locales ont été compromises. Conscients de la nécessité de maintenir celles-ci pour permettre la gestion des problèmes locaux par les institutions municipales, les maires en ont négocié l'organisation des élections avec l'occupant. Lorsque les représentants d'État ont dû fuir, un comité de crise a été organisé réunissant toutes les associations socio-professionnelles. Le comité est parvenu à lever les fonds pour gérer des services, notamment à travers une diaspora présente en Guinée Équatoriale. Beaucoup de solutions ont pu être trouvées grâce au dialogue et à l'engagement d'acteurs locaux. Des systèmes d'adduction d'eau ont pu être réalisés avec l'appui de l'Autorité du Liptako-Gourma. Il y a dans le cercle beaucoup de potentiel pour la valorisation des ressources, dans la plaine du Seeno en particulier, qui requiert la mise en place d'une stratégie de gestion de l'eau, à travers les techniques de rétention de l'eau.

Dans la commune de Déou, le forage pastoral Christine revêt une importance particulière pour le parcours des transhumants à un point charnière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Sa nappe de qualité et son débit important permettent d'assouvir les besoins d'un grand nombre de cheptel. C'est une région prisée par les éleveurs en raison de la conviction que les vaches qui y paissent à une certaine période auront des veaux de qualité. Après une période de difficultés de gestion et de tension d'usage lors de la transition politique au Burkina Faso, un comité de gestion uniquement composé d'éleveurs a été mis en place après les élections de 2016. Ceux-ci ont transcendé les dynamiques nationalistes pour établir une solution pratique consensuelle. Un château d'eau alimente quatre bassins disposés de manière à fluidifier les déplacements des différents types de bétail et éviter les conflits entre éleveurs. Le bassin Nord a été réservé pour les transhumants venant du Mali, celui de l'Est pour les transhumants venant du Niger et les deux autres bassins pour les éleveurs burkinabés. Le tarif de 200 CFA/jour/tête de bétail a été appliqué sans discrimination. Cet ouvrage a permis de renforcer la cohésion sociale et accueillir un grand nombre de réfugiés éleveurs venus du Mali. Il a fonctionné trois ans sans interruption. Puis, la zone a été militarisée, les attaques des divers belligérants, notamment des bombardements, ont endommagé le château d'eau et les infrastructures. L'État a interdit l'accès à la zone sur un rayon de 100 km pour motif sécuritaire. La réhabilitation du forage Christine est considérée comme nécessaire pour rétablir la stabilité et renouer avec sa contribution à faire de l'eau un vecteur de paix pour ces acteurs.

La commune d'Oursi contient une mare du même nom. C'est une eau de surface quasi permanente de 22 km sur 7 km, classée site de la Convention Ramsar. La mare d'Oursi est

menacée d'assèchement et d'ensablement provoquée par une croissance de la demande en eau supérieure à la capacité de recharge de la mare. Cette surexploitation est due à l'afflux massifs de déplacés et réfugiés sans statut ces trois dernières années. La mare abreuve un grand nombre de bétails. Deux sites de maraîchage sont implantés sur ses berges, mais les activités ont été suspendues en raison de l'insécurité, notamment envers les femmes. Les conflits entre usagers se géraient pacifiquement avant la crise, mais l'ampleur des déplacements de populations a engendré des problèmes qui dépassent les capacités de gestion des autorités locales. Elles recherchent un appui. Certaines mesures sécuritaires, comme le couvre-feu à 20h00 empêchant l'abreuvement nocturne du bétail, ont exacerbé les tensions qui risquent de dégénérer si aucune mesure n'est prise pour gérer les besoins locaux et les conflits entre populations autochtones et déplacées.



Dans la commune de Téra se trouve la mare temporaire de N'Solo ou Ossolo, qui fait partie d'une zone humide couvrant une superficie de 9 000 hectares. Cette mare est une source de vie de toutes les communautés pastorales de la région du Liptako-Gourma. Le site a connu un problème sévère d'ensablement lié, entre autres, à un déboisement abusif. L'eau déborde du lit de la mare après seulement une pluie, alors qu'on pouvait auparavant y pêcher cinq mois par an. La disparition des eaux de surface oblige de creuser des puisards pour l'abreuvement du bétail. Face à ces défis de ressources naturelles et d'insécurité croissante dans la région de Tillabéry, les autorités municipales et coutumières se sont organisées pour dégager un plan de sortie de crise conçu à partir de la programmation de développement communal afin de dialoguer avec l'État nigérien sur des solutions pratiques, voire de convenir de formes de délégations de responsabilités aux acteurs locaux en temps de crise.

4. Vers une approche des réponses à la crise basée sur les acteurs locaux

A travers ses différents contextes, il apparaît que **les populations locales, placées dans une situation d'enjeu de survie, développent des compétences stratégiques d'adaptation aux besoins urgents basées sur une ingéniosité sociale**. Les accomplissements d'autorités intérimaires et de cadres de concertation *ad hoc* dans différentes localités de la région – évalués dans une étude à paraître – qui sont parvenus à mobiliser les ressources nécessaires et gérer des services dévolus aux communes par l'instauration de cadre juridique de décentralisation, démontrent alors un paradoxe de la situation au Sahel: **les politiques de décentralisation sont plus appliquées en temps de crise qu'en temps de stabilité, les investissements parviennent au niveau local, la mobilisation des ressources par les communes et les acteurs locaux est effective**.

Toutefois, ces investissements liés à l'eau potable et aux différents secteurs liés à l'eau productive dans la région du Liptako-Gourma demeurent difficiles à tracer au niveau de leur affectation et de leur mise en œuvre. Une étude en la matière du Geneva Water Hub présentée⁵ à cette table ronde fait état de 575 projets de développement ou de flux financiers humanitaires liés à l'eau actifs en 2020, dont 218 projets de développement et 357 activités humanitaires. Les projets pouvant précisément être localisés dans le Liptako-Gourma représentent un engagement budgétaire de 1'424'748'294 € (soit 82 projets de développement) dans neuf régions administratives limitrophes de la zone des Trois Frontières. Toutefois, un montant total de 5'835'000'000 € a été recensé potentiellement pour la région sans qu'il soit possible dans cette étude de valider leur emplacement géographique en l'absence de données publiques disponibles sur leur localisation. Cette transparence fait encore défaut tout comme les données sur les taux de décaissement effectif. Les acteurs locaux aspirent à disposer d'informations et de leviers plus efficaces sur la mobilisation de ces fonds pour organiser la vie socio-économique des communautés.

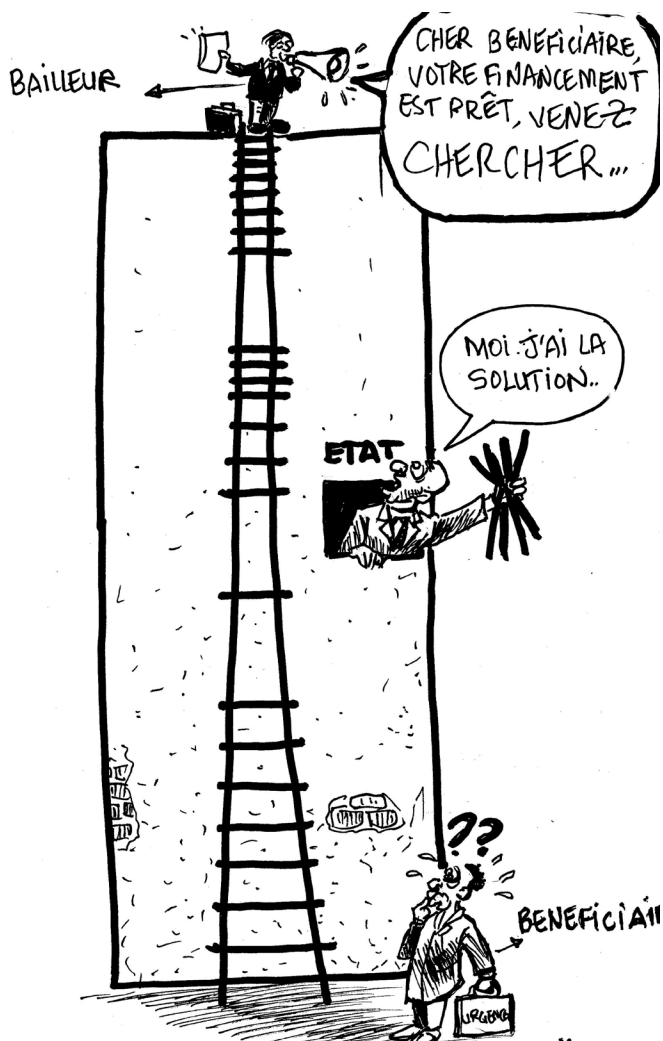
Les constats de capacités de résilience des acteurs locaux dans la gestion des systèmes locaux plaident pour une plus grande implication de ces acteurs dans la conception et la réalisation des réponses à la crise sécuritaire et socio-économique que traverse le Sahel.

⁵ Geneva Water Hub, « Les stratégies de financements liées à l'eau dans la région du Liptako-Gourma: les enjeux de la coopération entre l'humanitaire, le développement et la paix », mai 2022 à www.genevawaterhub.org/fr/LiptakoGourmaFinances



Afin de travailler dans ce sens, les participants ont, de manière unanime, plaidé en faveur d'une reconsidération des procédures de travail établies par les États et les partenaires techniques et financiers dans le cadre des projets de développement. Ces procédures sont jugées comme inadaptées aux réalités et aux défis auxquels doivent faire face les populations. **Les acteurs locaux souhaitent que ces procédures s'adaptent davantage à leurs défis de gestion de manière qu'une application rigide n'entrave les efforts de développement locaux qui contribuent à maintenir et reconstruire une cohésion sociale.** Le pilotage de projet par des acteurs basés dans la capitale est caractérisé par des circuits longs d'activités et des étapes de validation qui requièrent le déplacement sur le terrain. La tendance à la sélection de prestataires basés à la capitale ne contribue pas à la création d'emplois ni au renforcement de la main d'œuvre locale. Il ne permet pas le même degré de redevabilité sociale en rapport à un professionnel basé dans la région de projet. Certains acteurs de la coopération reconnaissent **la nécessité de travailler de manière transversale sur la cohésion sociale à travers les secteurs d'activités, ce qui demande d'impliquer les acteurs locaux dans le diagnostic des besoins de manière évolutive** : des besoins prioritaires peuvent évoluer en fonction de ce que vivent les communautés, qu'il faut accompagner en évitant de leur faire perdre un financement. Il est reconnu de tous que les projets de développement sont organisés dans un équilibre entre, d'une part un contrôle des processus de travail, et d'autre part une adaptation des activités dans le contexte de mise en œuvre. Dans un contexte de fragilité, il y a un risque de suspension ou de repli des acteurs du développement en l'absence des garanties de contrôle. **Les participants de la table ronde plaident pour repenser une approche systémique qui soit construite à**

partir des acteurs locaux, sur la base de l'argument que celle-ci contribuera plus à la stabilité qu'un renforcement des contrôles sur les processus. Les élus locaux ont un rôle à jouer en se saisissant de la légalité des codes pour assurer un plaidoyer au gouvernement afin d'obtenir des assouplissements.



Une telle approche doit se bâtir sur les cadres de concertation existants et fonctionnels en travaillant à leur renforcement et à les rendre plus inclusifs. **Toutefois, la protection de tels cadres, qui sont devenus des cibles des groupes armés non-étatiques, doit être garantie.** Cela doit être pris en compte, en ligne avec la réforme des stratégies sécuritaires demandées par les acteurs locaux, qui recommandent de **faire de la protection des populations la priorité absolue.** Cette priorité est également ressortie

comme une condition préalable à l'engagement des forces de défense et de sécurité dans d'autres missions. Le potentiel du génie militaire à réaliser des services de base pour les communautés a été évoqué. Des expériences négatives d'actions civilo-militaire au Mali ont été relatées à ce propos. Ces actions d'exécution de courte durée ont été réalisées sans suivi de la protection des populations, qui ont subi des représailles sévères de la part des groupes armés opposés à l'État. Dans ce contexte, les communautés locales basent leur stratégie de survie en maintenant le dialogue avec les parties au conflit et en évitant toute action qui démontrerait leur collaboration avec un des belligérants.

Par ailleurs, en vue de travailler dans le sens d'une réforme des approches de réponse à la crise, les participants ont retenu la pertinence des éléments suivants dans le travail des deux partenaires institutionnels de cette table ronde.

Le Développement de modèles de coopération décentralisée transfrontalière menés par l'Autorité du Liptako-Gourma

Dans un contexte de liens identitaires et sociaux qui transcendent les frontières nationales, les modèles de coopération transfrontalière locaux offrent plusieurs valeurs ajoutées. Sur le plan institutionnel, la coopération transfrontalière permet la familiarisation avec les diverses structures et compétences administratives, ainsi que la concrétisation de partenariats basés sur le principe de subsidiarité et des avantages comparatifs. Sur le plan économique, elle revitalise des espaces économiques régionaux traditionnels divisés par des frontières nationales et permet de réaliser des économies d'échelle, de renforcer des potentialités des zones frontalières. De plus, cette coopération permet d'envisager la création d'infrastructures socio-économiques partagées en commun par les populations de deux ou des trois pays, ce qui est hautement pertinent pour les ressources d'eau transfrontières. Cette coopération transfrontalière promue par l'ALG conformément à son Traité révisé se traduit par l'accompagnement pour l'organisation des initiatives locales transfrontalières des collectivités territoriales. Au niveau opérationnel, elle a débuté par l'accompagnement de trois initiatives : la Cellule de coopération décentralisée transfrontalière des collectivités territoriales du Sahel (C3SAHEL), le Groupement Local de Coopération Transfrontalière Sahel-Tillabéry et le Groupement Local de Coopération Transfrontalière Gulmu-Tillabéry. Ces initiatives ont permis la conception par les acteurs locaux d'un Schéma d'Aménagement Transfrontalier Intégré (SATI) pour la C3Sahel et de Plans transfrontaliers de développement local, contenant des centaines de projets pour la recherche de financements. Ensuite, l'ALG a étendu son appui aux autorités administratives frontalières avec la création en cours du

Cadre de concertation des Gouverneurs des régions administratives frontalières du Liptako-Gourma, rattaché à l'Autorité du Liptako-Gourma. Dans le contexte actuel, la coopération transfrontalière est perçue comme un instrument de prévention structurelle des conflits et comme un moyen de gommer les « effets frontières » dans une perspective d'intégration régionale, de gérer en commun des problèmes partagés pour améliorer les conditions de vie de populations situées de part et d'autre des frontières dans l'espace ALG.

Les pratiques de stabilisation de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger

Depuis sa création en 1994 pour la mise en œuvre des accords de paix signés avec les rebellions armées à l'époque, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) du Niger travaille à garantir la stabilité nationale et la cohésion communautaire dans la continuité et le réajustement de son mandat au contexte. Son positionnement institutionnel (rattachée à la Présidence de la République) lui permet d'exercer ses missions sans entrave en s'alignant sur les priorités stratégiques nationales.

Depuis 2014, les conflits dans les zones frontalières se sont exacerbés. La HACP conduit un dialogue politique avec les communautés vivant dans les zones enclavées, marginalisées, périphériques ; ce dialogue, ayant pour objectif d'atténuer les tensions au niveau communautaire, d'écouter les plaintes de la population envers l'Etat, de marquer la présence de l'Etat dans les territoires les plus éloignés, débouche aussi généralement sur l'expression des besoins des populations. C'est ainsi que des ouvrages sont réalisées en leur faveur grâce à une pratique de politique de discrimination positive que ses textes officiels lui permettent.

Une approche de desserte de services de base conçue autour des points d'eau, dénommée « complexe de la paix », a été développée. Elle se fonde sur la garantie d'un accord de collaboration entre les communautés. Cette collaboration intercommunautaire permet de prévenir les risques d'attaques sur les infrastructures. Elle renforce également la légitimité des chefs coutumiers qui sont consultés lors des interventions et pour des accords sociaux. Cette approche « complexe de la paix » repose sur l'amélioration de l'accès à l'eau pour les populations pastorales et le regroupement autour des points d'eau d'un certain nombre de services (santé humaine et animale, école, sécurité, appui aux jeunes et femmes). L'approche est mise en œuvre au plan opérationnel en creusant des forages profonds distants de 50 km.

La HACP a réalisé actuellement huit des douze forages qu'elle s'est engagée à faire. L'intensification des conflits au Niger apporte des défis nouveaux de coordination avec les

opérations militaires. La HACP maintient en permanence le dialogue politique et parvient à réaliser des ouvrages d'eau dans des zones difficiles sujettes aux menaces (telles que la commune d'Inatès) en s'appuyant sur des entreprises locales et en assurant la sécurité des sites. Avec son approche qui diffère de celle d'un ministère technique développant des services à l'échelle nationale, la HACP a développé une agilité institutionnelle, une flexibilité de planification et une réactivité aux problèmes des populations locales qui en font un modèle pertinent pour penser des nouvelles approches à la crise basées sur les acteurs locaux.



5. La vision des acteurs locaux : Agir en faveur de l'eau comme vecteur de paix au Sahel

Les travaux menés lors de ces trois jours de table ronde ont été synthétisés dans une vision de l'eau comme vecteur de paix au Sahel portée par les acteurs locaux qui conclut ce rapport:

L'heure est grave : les ressources en eau s'amenuisent, les points d'eau et les pâturages deviennent de plus en plus inaccessibles du fait de l'insécurité, des restrictions de mobilité des personnes et du bétail, de la forte concentration de bétail dans des espaces réduits, et de la militarisation des périmètres de ces points. Dans une telle situation, les femmes, les enfants et les animaux sont en première ligne des victimes qui se comptent par millions. Si rien n'est fait pour desserrer cet étau, la situation de l'eau et de son accès est une catastrophe annoncée dans la zone sahélienne dite « des Trois Frontières », et plus largement dans la région du Liptako-Gourma.

L'eau est pourtant un formidable vecteur de paix, un outil fédérateur des communautés, des peuples et de leur histoire. La crise sécuritaire actuelle au Sahel commande un changement de paradigme dans l'action, dans les approches des acteurs et décideurs ainsi que dans les mécanismes de mise en place des réponses à apporter. Les interventions doivent désormais prendre en compte le contexte de crise morale et sécuritaire (dialogues, procédures de marché, particularités des groupes en présence, etc.).

Les crises sécuritaires étant peu ou pas prévisibles, les réponses doivent reposer en premier sur les dialogues au sein des communautés locales elles-mêmes, entre les communautés et les États, incluant le dialogue avec les armées. Les réponses doivent reposer en premier lieu sur les savoir-faire locaux et s'appuyer sur les ressources et mécanismes locaux qui ont fait leur preuve (chefferies coutumières, associations et groupements locaux, ONG locales, collectivités locales, entreprises locales, etc.). La programmation de développement communautaire doit permettre de penser des plans de sortie de crise qui partent des communautés.

Les communautés et leur cadre de concertation doivent être protégés de manière absolue par les États, en ayant recours à l'usage de la force ainsi qu'à l'usage du dialogue avec tous les belligérants dans le but de garantir cette protection. Dans cette perspective, les attaques contre les infrastructures hydrauliques et toutes celles assurant les services de base doivent être prohibées. Les infrastructures stratégiques pour la vie socioéconomique des populations qui ont été détruites doivent être réhabilitées et leur accès doit être protégé pour que les communautés puissent les utiliser.

Dans ces moments de crise au Sahel, la cohésion sociale, le soutien aux femmes déplacées et la recherche de complémentarités socio-économiques doivent être transversales dans toute action à entreprendre en restant à l'écoute de l'évolution des besoins des populations et en les accompagnant par des initiatives adaptées.

L'engagement massif des États et des partenaires techniques et financiers doit s'accompagner de modalités souples et directes vers les niveaux et acteurs locaux (communautés, collectivités, regroupements de collectivités locales transfrontalières) et sur des projets fédérateurs dans une perspective de prévention des conflits et de renforcement des compétences professionnelles locales notamment en matière de maîtrise d'ouvrages déléguée.

Les notions d'ouvrages communs, de biens communs, doivent être promus autour de ces projets, en considérant les frontières comme des espaces d'opportunités de développement.

Nous avons pour cela besoin de nouveaux modèles de gestion conçus étroitement avec les acteurs locaux qui puisent à la fois dans les divers savoirs traditionnels et dans les savoirs de ce que peut apporter le monde moderne pour la valorisation économique de différents types de ressources en eau du Sahel, que ce soit des cours d'eau, des forages, des mares ou des oueds. Leur durabilité doit être garantie en investissant aussi dans la gestion des écosystèmes qui permettent à l'eau de rester disponibles pour les populations.

Nous entendons qu'il y a des contextes dans lesquels les acteurs locaux ne sont pas prêts pour de telles démarches. Nous prenons la mesure du changement de pratiques et de comportements que cela requiert pour des administrations et des partenaires. Mais cela ne doit pas nous détourner de cette vision que nous portons. L'eau doit être un facteur de survie, un facteur de bien-être socio-économique et un vecteur de paix et de coopération entre les communautés du Sahel.



« La région du Liptako-Gourma, partagée entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, est un épicode de la crise sécuritaire qui frappe le Sahel. Les populations locales sont particulièrement touchées par les violences armées des belligérants et par la forte hausse des besoins humanitaires. L'accès à l'eau, en tant que ressource vitale pour les besoins de base, et comme clé d'accès aux ressources naturelles exploitables par les populations, est un enjeu majeur pour mener une diplomatie en faveur de la paix et de la cohésion sociale entre les communautés. Une telle approche requiert d'inclure les acteurs locaux dans la définition des problématiques et des réponses à la crise, à travers des pistes de solutions durables pour lesquelles ils sont en position de jouer un rôle majeur.

C'est l'objectif poursuivi par cette table ronde des acteurs locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel, qui s'est tenue à Ouagadougou du 2 au 4 juin 2021, porté institutionnellement par l'Autorité du développement intégré des Etats du Liptako-Gourma, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger avec le soutien du Geneva Water Hub, de l'ONG Eau Vive Internationale et de l'Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité. Les réflexions des acteurs locaux ont été présentées, lors de la table ronde, à des partenaires techniques financiers engagés en appui à la région à travers plusieurs initiatives, afin de discuter de leur prise en compte dans les stratégies d'intervention. »